

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Cap Santa Clara, ce côté sombre de la commune d'Akanda

DES populations qui s'alimentent à l'eau de source. Une voie d'accès totalement à construire. Absence d'électricité et de dispensaire pour les 800 âmes qui y vivent. Le Cap Santa Clara, dans la zone nord de Libreville, mériterait une bien meilleure attention, en raison notamment de son potentiel touristique.

MIKOLO MIKOLO
Cap Santa Clara/Gabon

POURTANT réputé pour son agréable et magnifique panorama fait de forêt, de plages, etc., le Cap Santa Clara, dans le 1er arrondissement d'Akanda, au nord de Libreville, est presque une zone sinistrée. En plus de l'inexistence de l'électricité et de l'eau, cette bourgade d'environ 800 âmes ne dispose d'aucune route praticable en toutes saisons. Les témoignages des riverains auxquels s'ajoute le constat de nos reporters, sont édifiants.

La galère des populations et des usagers commence à l'entrée principale du carrefour qui porte son nom, où une pancarte attire l'attention des visiteurs: "La population dit non à la morgue ici". Les riverains, à l'instar de Damaïque Atangui-Odounga, s'insurgent contre l'implantation d'une unité de conservation des corps.

Non loin de là, s'est formé un lac. Aucune petite voiture ne s'y aventure. Même pas Balbin, très hésitant au volant de son Toyota pick-up 4x4. "Serrez à droite pour éviter de vous embourber. Mais vous n'irez pas loin puisqu'il y a un gros bourbier avant le pont en béton. Il (bourbier ndlr) vous empêchera de progresser en voiture vers le centre du Cap Santa Clara", nous informe un agent de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). Ce dernier et deux de ses partenaires, assis au pied d'un palmier, attendent leurs collègues qui arrivent à bord d'un camion chargé de poteaux électriques. Les pylônes sont ensuite déchargés et devront être placés dans des trous prévus à

cet effet. "C'est sur recommandation de l'État que la SEEG, qui va tirer le courant à partir du transformateur situé au grand carrefour, vient travailler jusqu'à ce niveau. Maintenant pour la suite du tronçon, c'est dur", lâche l'un des agents.

Notre chemin se poursuit derrière une voiture qui roule lentement à cause du mauvais état de la voie. Il faut dire qu'en l'absence de moyens roulants, les populations ici marchent, en général, lourdement chargés au dos ou sur la tête de sacs de produits agricoles. Pendant que nous progressons, la présence de quelques ouvriers de Sobe qui prospectent la route, suscite notre curiosité. "Nous allons travailler jusqu'au pont en béton seulement", répond un topographe.

À plus d'un kilomètre du carrefour, précisément à la hauteur d'un chalet qui fait face à une maison R + 1 dans une barrière, Balbin est incapable d'avancer. "Un bourbier repousse même les chauffeurs téméraires depuis plusieurs mois avant le pont en béton. Vous êtes obligés de rebrousser chemin, parce que le reste du trajet jusqu'au Cap Santa Clara est impossible car, l'état de

la route est désastreux", conseille un habitué des lieux. Des propos qui sont d'ailleurs corroborés par la présence d'une autre pancarte qui met en garde tous les usagers de la route: "Gros porteurs, camions, TM, engins: stop".

Le découragement et la déception peuvent se lire sur les visages des visiteurs et des riverains. Un couple, vivant après le pont en béton, affirme qu'en temps de pluie, cette voie aux allures d'une piste d'éléphants et qui appartient à l'État, est parsemée d'énormes cratères et de bourbiers. "Cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Elle perdure depuis de nombreux mois. Lorsqu'il pleut, c'est l'enfer. On est obligés de taper à pied tout le trajet avec de lourds bagages au dos ou sur la tête. Sans oublier les dangers liés à l'insécurité et auxquels il faut faire face sur cette route. Laquelle nécessite une bonne restauration", estime le chef de quartier, Bernabé Mabandja-Ngoket. L'autorité locale ne cache pas son amertume et dit las d'écrire aux autorités compétentes afin de trouver des solutions appropriées pour désenclaver la localité. Bernabé Mabandja-Ngoket affirme que ses administrés ont besoin non seulement d'une route carrossable en toute saison, mais aussi d'électricité et d'eau potable. De même qu'un dispensaire pour les premiers soins aux populations.

"Les populations de Santa Clara veulent également vivre décemment comme celles de Libreville, Owendo, etc." en béton seulement", répond un topographe.



Photo: Mikolo Mikolo

A plusieurs endroits sur la voie principale de Santa Clara, des lacs se

encore moins de voiture, nous avons assisté, impuissants, au décès de ce mineur d'environ 10 ans. Autre souci dans cette contrée, la vétusté des logements des enseignants de l'école primaire", se désole le chef Mabandja Ngoket. "Pour aller avec votre véhicule au Cap Santa Clara qui est un regroupement de deux quartiers reconnus par l'administration, Nazareth et Mabandja, il faut emprunter le chemin qui passe

par l'arrière du marché du 1er campement. Mais là-bas, il y a un péage mis en place par un particulier qui, avec son propre argent, a construit un pont avant le site d'Akouango-village", nous informe un habitant. Le site a pourtant tout pour servir de lieu d'évasion aux visiteurs. Mais comment y parvenir lorsqu'une route digne de ce nom fait cruellement défaut dans l'une des prestigieuses communes de la province de l'Estuaire?

magazine.union@sonapresse.com



sont formés, empêchant ainsi tout accès aux véhicules.

Péage : une affaire de privés !



Photo : Mikalo Mikalo

MM
Cap Santa Clara/Gabon

"VÉHICULE : 3 000 F CFA, camionnette et pick-up : 5 000 F CFA, motos : 1 000 F CFA, bicyclette : 500 F CFA camion à partir de six roues : 10 000 F CFA". Ce sont les prix affichés sur un pan de la guérite érigée avant le pont construit par un particulier, que tout usager détenteur d'un moyen de locomotion doit payer pour franchir l'infrastructure. Pour accéder au Cap Santa Clara en empruntant la route qui passe derrière le marché du 1er campement, dans le 1er arrondissement de la commune d'Akanda. Âgé de 65 ans et témoin oculaire de la transformation de la localité, Jacques Rodrigue Ayong, marié et père de cinq enfants, dresse ici brièvement la genèse du péage. "Lorsque le promoteur d'Akouango-village décide de le construire en septembre 1995, il passe par la route de l'État avec le matériel de construction. Les villageois estiment qu'il détériore la voie. Ils se réunissent à la chefferie et décident que le

patron de ce site touristique arrête de passer avec les camions de matériel sur la route de tout le monde. Vexé et déçu, mon patron, détenteur d'un titre foncier, entreprend alors de construire cette route et ce pont. D'où son idée de mettre un péage qui, il faut le signaler, ne concerne pas les Forces de l'ordre et de défense, la SEEG et d'autres entités étatiques en mission. La gestion de cette infrastructure est strictement privée". Soit ! Mais qu'en disent les collectivités locales ? Comment comprendre que pour accéder à un lieu public, les usagers soient tenus de payer une taxe au seul constructeur de l'ouvrage ? À la mairie d'Akanda, personne n'ose dire mot. "L'administration de la mairie d'Akanda n'est pas impliquée dans la gestion de ce péage privé", se borne-t-on tout au plus à répondre, et de façon anonyme. Ce péage, renchérit notre informateur, n'est pas le seul dans les environs. Au niveau du bar-restaurant "La Nerina", se dresse un autre barrage réalisé lui aussi par un particulier. Droit de passage : 1 000 francs CFA.

"La population dit non à la morgue ici"

MM
Santa Clara/Gabon

CARREFOUR du Cap Santa Clara. Sur des pancartes les visiteurs peuvent lire le message suivant : "La population dit non à la morgue ici". Histoire de prévenir les pouvoirs publics de ce qu'elle s'oppose fermement au projet de

construction d'une structure où seront provisoirement gardées des personnes décédées. Damaïque Atangui-Odounga, visiblement remonté contre cette initiative, comme d'ailleurs d'autres riverains, en donne les raisons. "À défaut de disposer de l'eau potable de la SEEG (Société d'énergie et d'eau du Gabon, ndlr), nous vivons avec celle des

sources. S'il y a donc une unité de conservation des corps ici, elle va déverser forcément l'eau des cadavres dans nos rivières. Conséquence, notre environnement sanitaire sera inéluctablement pollué. Akanda étant une grande commune, le concepteur de cette idée inappropriée, à notre entendement, peut aller implanter sa structure dans d'autres quartiers".



Photo : Mikalo Mikalo